



Joinville, le 5 Décembre 2025

Objet : Vote de l'amendement visant l'instauration
d'un taux de TVA réduit à 5,5 % pour les activités de réparation

Madame la Ministre,

Notre fédération, rassemble des milliers d'artisans réparateurs sur tout le territoire. Nous souhaitons vous rappeler l'importance de maintenir l'amendement d'une baisse de la TVA à 5,5 % pour les activités de réparation du secteur de l'électroménager dans le projet de loi de finances 2026.

Cette mesure est majeure pour le développement de la réparation en France plutôt que le rachat et l'importation ainsi que pour le maintien des savoir-faire pour la transition écologique.

La TVA réduite est indispensable pour soutenir nos concitoyens qui font réparer et nos petites entreprises françaises sans qu'aucune politique de durabilité ne peut réussir. Notre profession est aujourd'hui fragilisée. Le nombre de réparateurs indépendants a fortement diminué depuis 50 ans en parallèle d'importations massives mettant en danger notre balance des paiements. Le risque est réel de voir disparaître des compétences essentielles et de laisser s'installer des déserts de services dans les territoires.

Plusieurs pays appliquent déjà un taux réduit de TVA sur la réparation, sans perte de recettes fiscales, grâce à la croissance du marché de la réparation et aux emplois non délocalisables qu'elle génère.

Ce soutien à l'activité, permettra à nos entrepreneurs d'être pérennes, de se former, d'embaucher, d'investir. Elle redonnera de l'attractivité à nos métiers et territoires en cohérence avec la transition écologique.

C'est pourquoi nous vous demandons, Madame la Ministre, de soutenir à nouveau cette mesure dans le cadre du PLF 2026.

Nous vous remercions pour votre engagement en faveur des artisans et d'une économie plus circulaire et plus juste.

Veuillez croire, Madame la Ministre, à l'assurance de nos salutations respectueuses.

Gilles SAINT-DIDIER
Président délégué à l'électronique